



REVUE DE PRESSE

Mercredi 12 avril 2017



Projets présidentiels

Les propositions des candidats pour l'Europe



**François
FILLON**
Les Républicains

Relancer le projet européen avec une initiative franco-allemande. Refuser l'entrée de la Turquie dans l'UE. Une fois la convergence fiscale achevée, **mise en commun des dettes**. Ne pas quitter le commandement intégré de l'OTAN.



**Benoît
HAMON**
Parti socialiste

Négocier un «traité social européen». Suspendre le CETA. Faire converger les taux d'IS, taux plafond de TVA. Lancer un plan d'investissement européen de 1.000 milliards d'€. **Doter la zone euro d'une assemblée**.



**Marine
LE PEN**
Front national

Négocier **sortie de l'euro** et rétablir des frontières nationales, et en cas d'échec, référendum sur l'appartenance à l'UE. Sortie de l'euro par le rétablissement d'une monnaie nationale.



**Emmanuel
MACRON**
En Marche !

Créer 5.000 postes de policiers aux frontières européennes. **Créer un budget, un poste de ministre des finances, un parlement et un président de la zone euro**. Lancer la convergence fiscale, sociale et énergétique de la zone euro.



**Jean-Luc
MELENCHON**
La France insoumise

Négocier avec l'UE pour refonder les traités européens. En cas d'échec, sortir des traités européens après référendum. Refus des traités TAFTA, CETA et TISA. Fin de l'indépendance de la BCE.



**Nathalie
ARTHAUD**
Lutte ouvrière

Ne pas sortir de l'Union européenne. **Aller vers des États-Unis socialistes d'Europe**.



**François
ASSELINEAU**
Union populaire
républicaine

Sortir de l'Union européenne et de l'euro.



**Jacques
CHEMINADE**
Solidarité
et progrès

Sortir de l'Union européenne. Poursuivre la politique d'ensemble de l'espace Schengen. Retrait de l'euro.



**Nicolas
DUPONT-AIGNAN**
Debout la France

Remplacer l'Union européenne par une Communauté des États européens, disposant d'une **monnaie commune mais non unique**.



**Jean
LASSALLE**
Centre

Soumettre à référendum toute adhésion à l'Union européenne. Interrompre les négociations des accords TAFTA et CETA.



**Philippe
POUTOU**
Nouveau parti
anticapitaliste

Abrogation des traités de libre-échange TAFTA et CETA.

Source : site des candidats

INFOGRAPHIE CL

■ La France s'est fixé l'objectif de réduire sa part de nucléaire à 50% en 2025 ■ En pleine campagne présidentielle, les pro-nucléaire défendent cette énergie ■ Ils en font l'arme anti-réchauffement climatique.

Le nucléaire au charbon

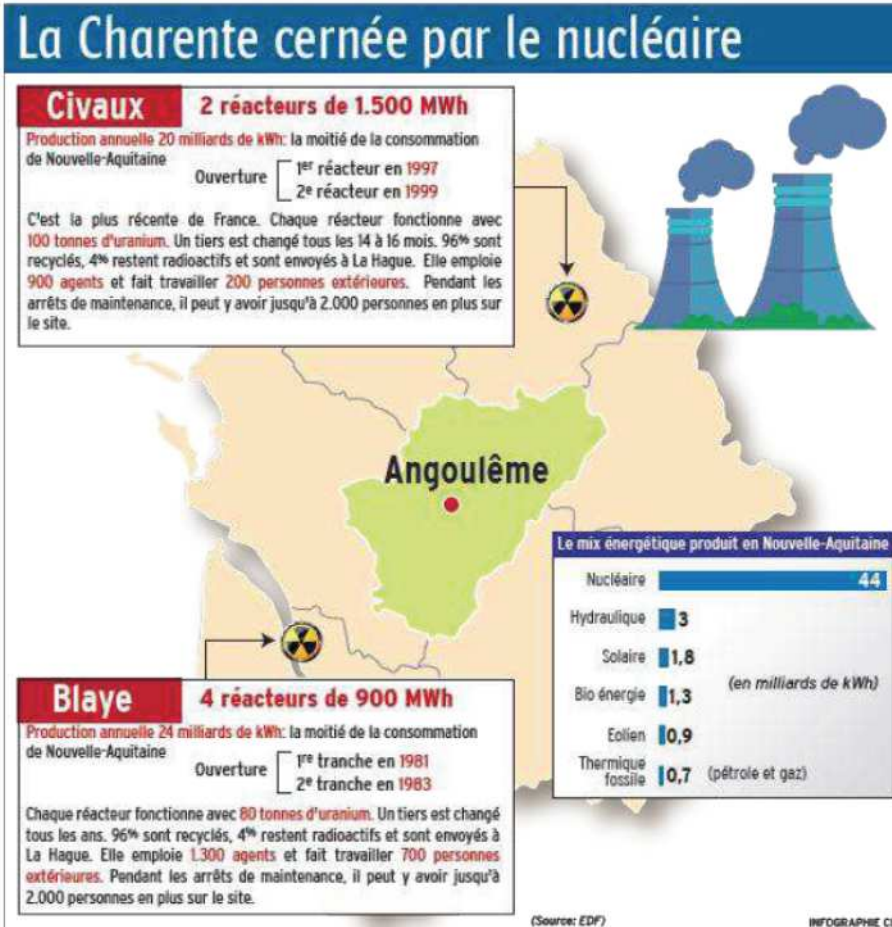
Richard TALLET
rtallet@charentelibre.fr

«**O**n nous garantirait les mêmes conditions de travail sans perte d'emplois mais dans les nouvelles énergies renouvelables, personne ne refuserait de quitter la centrale.» Mais cet agent EDF, de la centrale de Blaye en Gironde, craint que la transition énergétique voulue par quelques candidats à la présidentielle soit synonyme de casse sociale. Les 2 000 manifestants jeudi à Paris aussi.

En publiant dimanche le décret de fermeture de Fessenheim, contre la décision d'attendre, prise par le conseil d'administration d'EDF jeudi dernier, Ségolène Royal montre que l'âge d'or de la fission de l'atome pour produire de l'électricité est peut-être fini. Alors les pro nucléaires ont décidé de profiter de la campagne pour aller au charbon. La Société française de l'énergie nucléaire (Sfen) a publié un livre blanc (voir ci-contre) et multiplie les conférences, comme le 4 avril, à l'ombre des quatre réacteurs de Blaye, de quatre ans la cadette de Fessenheim, la plus vieille centrale de France. Un travail de lobby bien ficelé, s'appuyant sur les objectifs de la COP21 pour la réduction des émissions de CO₂. Ces spécialistes ont fait de l'énergie nucléaire l'arme anti-réchauffement climatique. «Le débat en France, c'est de décarboner l'énergie en la laissant à faible coût, appuie Valérie Faudon, la déléguée générale de la Sfen. Grâce au nucléaire, elle l'est déjà à 94%.»

Deux réacteurs de plus à Blaye dans dix ans ?

Le nucléaire, c'est 85% de la production, le reste étant fourni par l'hydraulique et les nouvelles énergies renouvelables. En Nouvelle-Aquitaine, où deux centrales tournent à plein régime, la proportion est la même (voir infographie). «D'ailleurs, le nucléaire n'est pas un sujet à la



Région, assure Benoît Thomazo, le directeur régional d'EDF. Le président est pour, sa vice-présidente à la transition énergétique, Françoise Coutant, est contre. Donc, ils n'en parlent pas.» Il indique même qu'il n'est pas impossible que «d'ici dix ans, deux nouveaux réacteurs» puissent pousser dans le Blayais. La société savante imagine même décarboner tout notre quotidien grâce au nucléaire. L'électricité produite peut faire rouler les voitures, chauffer les maisons, faire rouler les trains et réduire l'empreinte car-

bone des transports. Discours séduisant qui occulte l'impact écologique des centrales sur leur environnement. «L'eau qu'on rejette dans l'estuaire est plus chaude que quand on la prélève», reconnaît un agent EDF de la centrale de Blaye. Idem à Civaux dans la Vienne où cette hausse avait permis à quelques méchantes amibes de proliférer au début des années 2000. «Et les déchets radioactifs, poursuit l'agent. Je peux comprendre que les gens de La Hague ne soient pas très heureux de vivre à côté.» En 2016

en France, environ 1 100 tonnes de combustible usé sont retraitées, dont 43 tonnes pour Civaux; 4% ne sont pas recyclables, donc enfouis. «Un risque aussi acceptable que celui des vaccins, défend Valérie Faudon. Je préfère les savoir enterrés à des profondeurs sans conséquences pour l'environnement que de me dire qu'il y a des particules nocives dans l'air.» Encore faut-il être certain que ce confinement à des profondeurs insondables n'a réellement aucun impact sur l'écosystème.



Les six propositions du Sfen

La Société française de l'énergie nucléaire (Sfen) a adressé aux candidats six propositions pour l'avenir du nucléaire en France.

1. Innover. La Sfen cite l'exemple des USA où 50 start-up travaillent sur le nucléaire de demain et rêve de faire la même chose en France.
2. Simplifier pour une chaîne de contrôle des installations efficace.
3. S'appuyer sur le nucléaire pour décarboner la voiture, le logement et valoriser le potentiel du nucléaire (récupération de la chaleur des centrales).
4. La Sfen est contre la fermeture de Fessenheim et la limitation à 50% la part du nucléaire en France en 2025.
5. Rémunérer équitablement les sources d'électricité bas carbone.
6. Impulser une nouvelle politique européenne à l'échelle européenne.



Valérie Faudon, déléguée générale de la Sfen.

Photo R. T.

Françoise Coutant

“ Le nucléaire n'est pas renouvelable

«Je veux bien être gentille, mais il ne faut pas me faire dire n'importe quoi.» *Françoise Coutant* (Photo archives Phil Messelet), *vice-présidente du conseil régional chargée de la transition énergétique, ne goûte que très moyennement le «À la Région, le nucléaire n'est pas un sujet» (voir ci-dessus), de Benoît Thomazo, le délégué régional d'EDF.* «L'objectif de Nouvelle-Aquitaine est clair. On veut 32% d'énergie renouvelable d'ici 2021. Ça signifie sortir de l'énergie fossile dans laquelle j'englobe le nucléaire qui a quand même besoin d'uranium, un minerai non renouvelable. Le nucléaire n'est donc pas une énergie renouvelable comme on essaie de nous le faire croire. Je peux entendre le discours sur le climat. Que le nucléaire n'est pas l'énergie la pire. Leur démonstration oublie de compter les émissions de CO₂ nécessaires pour extraire l'uranium, pour le transporter. Elle néglige aussi la dette écologique que l'on a envers les pays où le minerai est extrait. On va me rétorquer que les éoliennes aussi doivent être transportées. Mais c'est sans commune mesure. Les lobbys nucléaires oublient aussi de dire qu'on ne paie pas le coût réel. On ne compte jamais le coût du démantèlement des centrales, le coût de la



sécurisation.» *L'élue bondit aussi quand elle entend que le nucléaire est un risque «acceptable, comme pour les vaccins».* «Quand on sait qu'il y a un risque, on fait attention. Ce n'est pas un discours responsable alors qu'il y a des solutions alternatives. J'estime être quelqu'un de responsable. Quand je parle de transition énergétique, je ne demande pas la fermeture immédiate de toutes les centrales. Je parle bien de transition. De préparer la reconversion des gens qui dépendent de cette industrie. On peut les former aux métiers des énergies renouvelables. C'est comme ça qu'on atteindra les 32% en 2021. Nous sommes à 19% actuellement. Et c'est aussi en diminuant les émissions de 30%, donc la consommation.»

Dans leur programme

Fillon. Le candidat LR veut allonger la durée de vie des 58 réacteurs français à 46 ans. Il est contre fermeture de Fessenheim et la réduction à 50% de la part du nucléaire d'ici 2025.

Hamon. Le candidat PS promet de réduire la part du nucléaire en France à 50%, la fermeture des centrales âgées de plus de 40 ans. Il est favorable à une sortie totale.

Mélenchon. Le candidat de La France insoumise veut 100% d'énergie renouvelable en 2050, la fermeture de Fessenheim et l'arrêt de Flamanville. Il est contre le projet d'enfouissement à Bure (Meuse).

Macron. Le candidat En Marche! veut réduire à 50% la part du nucléaire en 2025 et à 32% en 2030. Il est pour l'arrêt de Fessenheim.

Dupont-Aignan. Le candidat de Debout la France est contre

la réduction à 50% de la part du nucléaire. Il veut un prototype de réacteur au thorium en 2030.

Le Pen. La candidate FN s'oppose à la fermeture de Fessenheim. Elle veut poursuivre le chantier de Flamanville. Elle trouve les éoliennes immondes. En 2012, suite à Fukushima, elle était opposée au nucléaire.

Cheminade. Le candidat Solidarité et Progrès veut développer le nucléaire 4^e génération.

Poutou. Le candidat NPA veut une sortie totale du nucléaire dans les dix ans.

Lassalle. Le candidat de Résistons veut remettre le sujet sur la table.

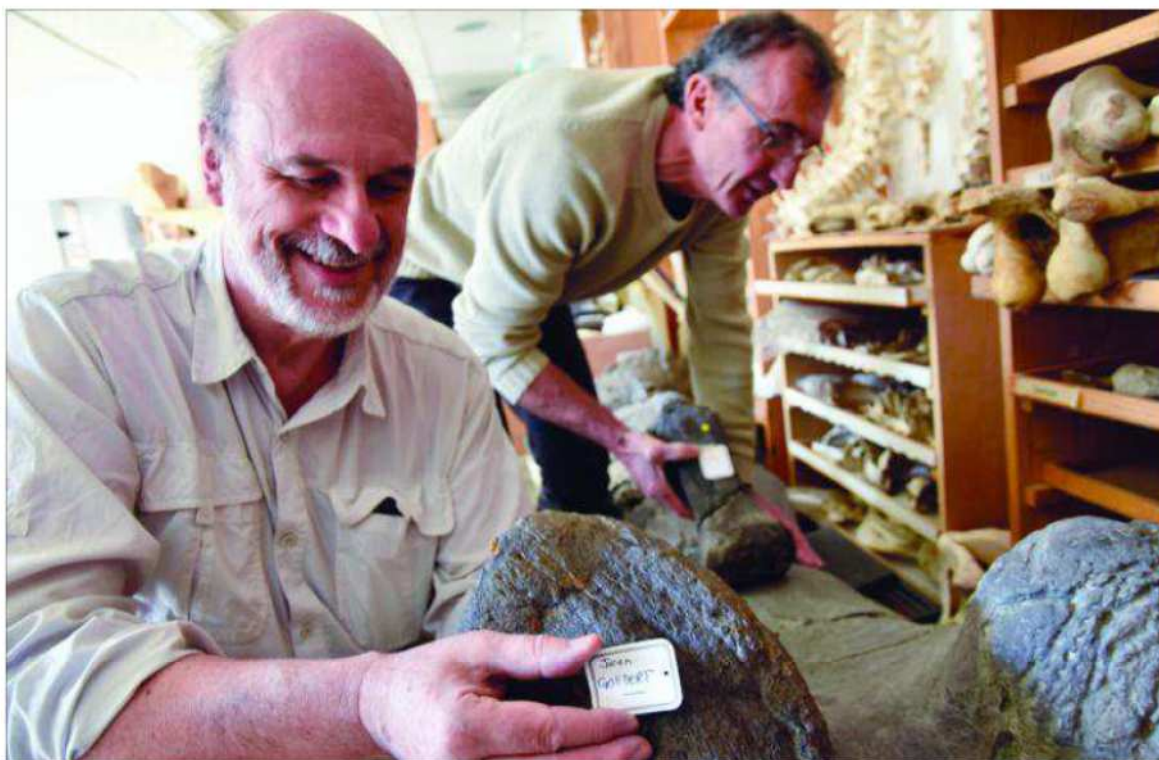
Asselineau et Arthaud. Les candidats de l'Union populaire républicaine et de Lutte ouvrière n'en parlent pas.

Ils ont besoin d'un coup de patte

- Le Musée d'Angoulême a lancé un appel aux dons pour financer la reproduction d'une patte de dinosaure
- Un des clous de l'exposition «Les géants du vignoble», inaugurée le 20 mai
- La démarche se généralise.

David GAUTHIER
d.gauthier@charentelibre.fr

Les dinos ont besoin de vous ! Une patte haute de 6 mètres sera l'un des clous de l'exposition *Dinosaures, les géants du vignoble*, qui ouvrira au public le 20 mai au Musée d'Angoulême. Pour financer la conception de ce membre monumental, qui appartenait à un Sauropode, un mastodonte qui gamb-



Les donateurs auront une étiquette à leur nom sur l'un des os de la collection. «Ils rentreront au patrimoine immatériel !», s'anime Jean-François Tournepiche.

Photo D. G.

daît il y a 140 millions d'années sur le territoire, un appel aux dons a été lancé jeudi dernier par l'équipe de scientifiques et de bénévoles du site d'Angéac-Charente. La campagne est en ligne sur la plateforme de financement participatif Bulbe in Town.

La reconstitution a démarré il y a un an. La question du financement, dans un contexte de vaches maigres pour la culture en France, s'est ensuite posée. Les apports du Département, de la Région et de l'État n'ont pas suffi. Jean-François Tournepiche marche donc sur des œufs – de dinosaures.

«Il nous faut 7500 €, pose le paléontologue et conservateur Jean-François Tournepiche, le monsieur Dino, présent depuis le début de l'aventure en 2010.

Des contreparties ori-

ginales sont mises en place pour titiller la générosité des internautes. «Pour 30 €, un os de la collection nationale est étiqueté au nom du donneur ! C'est une manière d'intégrer pour toujours le patrimoine. Et on envoie un diplôme avec une photo.» Certains ont même voulu choisir leur bête ! «J'ai reçu des mails avec des demandes précises, pour un crocodile, un ornithomimosaure (surnommé Mimo)...»

«Un véritable puzzle»

La somme couvrira une partie des frais de l'équipe en charge du projet et du montage de la pièce. «On travaille à partir d'os écrasés et cassés. Chaque morceau est copié, découpé. On reconstitue ensuite l'ensemble, avant de réaliser un tirage complet en résine. C'est un véritable puzzle. Évidemment, nous avons commencé bien en amont...» Un pari, pour ne pas se contenter de «quelques panneaux avec des objets punaisés...»

«On a pris le risque. Si on ne réunit pas la somme [NDLR: le quota

Le financement à toutes les sauces

Une terrasse flottante pour Les Bateaux Rouges à L'Houmeau, le livre de cuisine d'une institutrice ou Feeling Spa à L'Isle-d'Espagnac... Le financement participatif est utilisé à toutes les sauces, pour tous types de projets. Avec plus ou moins de réussite. Benoît Lorin, des Bateaux Rouges, n'a réuni que 2500 € sur les 5000 € visés en 2015. «Depuis, je n'ai pas eu assez de trésorerie pour concrétiser la terrasse...» Pourquoi ne pas avoir franchi la porte d'une banque ? «C'est une activité complémentaire, ça ne les intéresse pas forcément.» Christelle Devautour, enseignante à L'Isle-d'Espagnac et passionnée

de cuisine, a fait la démarche en mai 2016, après des sollicitations de ses fans. Avec succès. Feeling Spa a une campagne en cours jusqu'au 22 avril. Les 5000 € récoltés jusqu'à présent ne permettent pas encore de construire le sauna. «Mais cela m'a apporté une bonne communication, de nouveaux clients sont venus grâce à ça», apprécie Caroline Fleury. Mais le financement n'est pas un gage de pérennité. La laverie-café Ma Centrale Perk, rue Saint-Ausone, née grâce à cet apport, a fermé en décembre, après moins de deux ans d'activité.

doit être atteint pour libérer l'argent], nous ne pourrions pas payer les gens et nous irions en prison !», plaisante-t-il. Mais le paléontologue est confiant. Hier en fin d'après-midi, après cinq jours de collecte, 4800 euros avaient déjà été rassemblés. «En

général, sur ce type de financement, c'est surtout le cercle d'amis et les proches qui se mobilisent. Là, je ne connais pas les deux tiers des donateurs [ils étaient 58 hier soir]. On apprécie l'engouement.»

www.bulbintown.com/projects/les-geants-du-vignoble



La patte de Sauropode, composée de dix éléments, sera exposée au premier étage du Musée. Photomontage Musée

Elles & ils

■ Monique Babin,



membre affiliée de la «**Special Boat Association**» (Photo CL) et grande spécialiste de l'opération Frankton conduite par dix commandos anglais en 1942 pour attaquer des navires de l'Axe basés dans le port de Bordeaux, donne une conférence sur le sujet, demain jeudi à 15 heures, aux Jardins de Louise, la maison de retraite de Châteaubernard. Cette conférence est ouverte au public.

Des récompenses à la BA 709

Cérémonie officielle, hier après-midi, à la BA 709 de Cognac-Châteaubernard. Personnels de base, pilotes et mécaniciens de la 3^e escadrille de l'escadron de drones 1/33 Belfort se sont retrouvés sur le tarmac à 14 heures pour assister à la reprise des traditions de l'escadrille BR 218, créée pendant la guerre 14-18, par la 3^e escadrille de la BA 709. La cérémonie était présidée par le général de brigade aérienne Éric Charpentier, commandant de la brigade de l'aviation de chasse. *«L'armée de l'air confie à votre unité ce fanion qui s'ajoute au patrimoine de votre escadron»*, leur a dit le colonel Coste commandant la base de Cognac-Châteaubernard. Pour l'occasion, ont été décorés de la médaille d'or de la Défense nationale, le capitaine Sébastien Carabia, pilote de drone Reaper qui s'est distingué au Mali, et le



Le général Charpentier remet le fanion de l'escadrille BR 218 à un officier de l'escadron de drones 1/33 Belfort.

Photo J. D.

sergent Mathieu Dardenne. Le capitaine Stéphane Christin, officier spécialisé dans le renseignement, a été épinglé par le général Charpentier de l'ordre national du Mérite, tandis que l'adjudant Gilles Rose et le sergent-chef Julien Fabre ont reçu une lettre de

félicitations pour faits d'armes. Un drone Harfang a survolé la cérémonie, piloté à distance par un soldat de l'escadron 1/33 Belfort *«au sein duquel s'était distingué le commandant Antoine de Saint-Exupéry»*, comme l'a rappelé le général Charpentier.

■ MERPINS

Les taxes des impôts locaux sont votées

«Nous faisons partie des quatre communes les moins chères du département, en matière de taxe foncière sur le bâti», s'est réjoui Christian Decoodt, maire, lors du vote du taux des impôts locaux 2017 par le conseil municipal réuni lundi soir. Le constat reste valable, même après l'augmentation votée de 1,5 point sur cette même taxe, qui passe de 8,18% à 9,68%. Les taxes, foncière sur le non-bâti et d'habitation restent au même niveau depuis 2006, soit 33,91 % pour l'une et 7,36% pour la seconde. «Nous savons depuis vendredi que la dotation globale de fonctionnement pour Merpins sera égale à zéro», a commenté le maire.

Ordures ménagères. La taxe d'enlèvement est toujours perçue par la commune qui devra la reverser à la nouvelle agglomération, seule compétente en matière de collecte et de traitement des déchets. Elle passe de 9,34% à 9,38 %.

Subventions. Après avoir développé le budget primitif 2017 de la commune, le maire a voté des subventions, y compris pour des associations hors commune. Bernadette Raymond, conseillère, s'est insurgée contre ces «intentions généreuses», pour des associations étrangères à la commune: «Il vaudrait mieux donner plus aux associations de la commune et moins aux autres», a-t-elle pointé. 1.000 € sont alloués à la coopérative scolaire et 200 € pour «Harmonie Entraide», l'association qui œuvre pour sauvegarder la chanson française, ses auteurs ou interprètes.

Cimetière. Le maire a rappelé l'intention d'un Merpinois, qui, depuis 2010, voudrait vendre lui-même sa concession du cimetière à des acquéreurs qu'il a démarchés, après que la mairie lui ait proposé de la reprendre au prix de 52 €. Il a dû finalement se plier à la proposition municipale de reprise «sans discussion possible, pour 52 €».

■ CHASSORS

Les impôts n'augmentent pas cette année

Lors du dernier conseil municipal, les élus ont décidé que les impôts des Capsoisiens n'augmenteront pas cette année. Le taux de la taxe d'habitation reste fixé à 9,26 %, le foncier sur le bâti à 20,74 % et pour le foncier sur le non bâti à 43,46 %. Concernant la section fonctionnement, les dépenses et les recettes s'équilibrent à 1 471 970 euros. Concernant la section investissement, les dépenses et les recettes s'équilibrent à 1 172 256 euros.

Projets. «Nous avons encore des projets en vue cette année. Le site de la mairie et salle des fêtes vont être l'objet de quelques travaux», annonce Patrick Lafarge, le maire. Sont envisagés: le nettoyage et réfection de la peinture de la façade de la mairie. «Nous allons aussi mener une étude pour installer des panneaux photovoltaïques sur la salle des fêtes qui est en prolongement de la mairie. Des travaux pour l'accès des handicapés à la salle des fêtes sont prévus». Le logiciel de la mairie sera changé et des logements aménagés dans l'ancienne mairie située en face de la mairie actuelle. «Une étude sera menée par un architecte», note Patrick Lafarge.

Travaux. Les chantiers d'effacement des réseaux sur la D 22 seront menés, ainsi que la pose de trottoirs à Luchac, au Buisson et aux Arnauds. Des travaux sur le réseau pluvial seront réalisés sur la D 156 à Chassors. Il est aussi prévu de mettre une bâche de lutte contre les incendies à Luchac et Chassors. La toiture d'un logement à l'église sera refaite. La signalétique dans les villages va être revue. Chaque année, une tranche de travaux se déroule au cimetière pour la remise en état de l'ensemble, une nouvelle tranche sera abordée cette année encore. Enfin, l'achat d'un camion, d'une voiture et d'une tondeuse pour le personnel va être fait.

Luc Arbogast, troubadour des temps modernes

concert

- Popularisé par Brian Joubert puis The Voice, il chante au Castel demain soir.
- Avec sa voix de contre-ténor et son inspiration «pop médiévale»
- Atypique.



Le 26 mars dernier, Luc Arbogast était sur la scène de L'Olympia.

Photo Maxime Lenglet

Thierry CORDEBOEUF
t.cordeboeuf@charentelibre.fr

Luc Arbogast vient de remplir L'Olympia pour la seconde fois. Son nouvel album, *Métamorphosis*, est déjà disque d'or, et les États-Unis l'attendent cet été. Demain soir, Châteaubernard reçoit en son Castel «le ménestrel des temps modernes», ce contre-ténor né dans la rue avant de connaître la célébrité par l'émission *The Voice*, où il a fait sensation. Mais Luc Arbogast avait déjà dix ans de carrière derrière lui, entièrement consacrés à la musique médiévale. Il la revisite avec cette voix impressionnante qu'il fait grimper dans les tours. Avant la télé, une vidéo tournée par un touriste américain avait elle aussi donné un coup de projecteur sur l'atypique artiste. On le voit, en 2012, chanter magistralement devant la cathédrale de Strasbourg. Tout seul avec sa mandoline, dans son costume moyenâgeux, moment de grâce. La même année, Brian Joubert croise le personnage dans une rue de La Rochelle. Subjugué par sa

„
Ce qui m'éclaterait, c'est de faire un album de chants marins. J'ai cette envie depuis que j'ai joué sur L'Hermione. Pour un natif de La Rochelle, c'est touchant.

voix, le patineur reprend un de ses morceaux pour une compétition, avant de l'inviter à l'accompagner en direct au gala de la glisse. Et tout s'enchaîne: les quatre jurés de *The Voice* se retournent pour le porter jusqu'au prime time, Universal le prend en contrat. Finis les CD autoproduits, *Odyssée* devient trois fois disque de platine, et le suivant, *Oreflam*, double disque d'or. Désormais, on s'arrache Luc Arbogast, ce gaillard barbu dont le physique tranche avec sa voix à la Farinelli, qui trouble et émeut. Star de Youtube, il refait sensation avec sa reprise du générique de *Game of Thrones*, et revient à la cathédrale de Strasbourg pour chanter cette fois devant 10.000 personnes, en star. C'est donc cet artiste «pop médiéval», fidèle de la Fête des gueux, que reçoit demain le Castel, un bon coup pour cette salle qui ne manque pas de flair.

D'où vous vient votre goût pour l'époque médiévale ?
Luc Arbogast. C'est peut-être lié aux contes de mon enfance, ces histoires de rois, de princesses, de loups. Tous les contes de Grimm se passent au Moyen Âge. Je me souviens aussi, quand j'étais écolier, de la visite des arènes et du musée de Saintes, c'était fascinant. J'ai eu d'excellents

profs d'histoire qui m'ont fait aimer cette époque. A partir de la Renaissance, je ne ressens plus rien, c'est trop fardé à mon goût, même si la musique est magnifique. Ce que j'aime, c'est le côté authentique des instruments, la culture des troubadours, le voyage, la pureté.

Brian Joubert a patiné sur un de vos titres: belle rencontre ?
Je chantais sur le cours des Dames à La Rochelle quand il est passé et a acheté mon disque. Chez lui, il y a une part d'humain, ce n'est pas le show-biz, c'est pour cela que l'on s'est reconnu. Quand il a patiné sur ma chanson au Japon, j'ai vu mon nom écrit en bas de l'écran sur Eurosport, j'étais très touché. C'est une des petites graines qui fait que j'ai été dragué par la télé.

Vous avez vécu à La Rochelle. Vous y revenez souvent ?
Oui, j'y suis né, j'y ai vécu dix ans, et j'y reviens très souvent en vacances. C'est là que j'ai appris à chanter, dans la chorale des petits chanteurs à la croix d'Aunis. J'ai redécouvert ce plaisir à 21 ans.

Vous avez une voix étonnante, qui peut monter très haut dans les aigus. Naturelle ?
En fait, je l'ai découverte en voulant faire rire les copains. Mais au

lieu de rire, ça leur a tiré des larmes, c'était étonnant. Parmi les contre-ténors, on peut citer Jarousski, au parcours plus académique, ou Klaus Nomi qui a eu énormément de succès, et bien d'autres. Mais je suis le seul à faire du médiéval.

Comment vous êtes-vous retrouvé à *The Voice* ?
C'était particulier de me retrouver dans cette émission, mais je ne regrette pas, ça a donné de la visibilité à mon travail. Je ne passe pas beaucoup à la télé, ils ne savent pas où me caser et préfèrent les petits jeunes ambitieux. Moi, le show-biz, ce n'est pas mon truc. Ce qui fait ma force, c'est mon authenticité, elle est dans mes cordes, mon bouzouki, ma mandoline, ma vielle ou ma flûte.

Mais c'est un grand label qui édite désormais vos disques.

A noter

Metamorphosis
» Luc Arbogast en concert, demain jeudi 13 avril à 20h30 au Castel, à Châteaubernard. Entrée: 25€. Tél: 05.45.32.76.81. En ligne: lecastel.fr

Il faut que je veille au grain pour continuer à m'exprimer librement. Mon dernier album, *Metamorphosis*, plus tribal que le précédent, a posé question. Un artiste se doit d'explorer. Ce qui m'éclaterait maintenant, c'est de faire un album de chants marins. S'il le faut, je l'autoproduirais. J'ai cette envie depuis que j'ai joué sur L'Hermione à Rochefort. Pour un natif de La Rochelle, c'était touchant.

Vous chantez encore devant la cathédrale de Strasbourg ?
J'ai joué dans cet endroit que j'adore pendant 22 ans. Jusqu'à ce qu'un touriste poste la vidéo sur Youtube. Certains ont cru que c'était un coup de pub avant *The Voice*. Pas du tout. Je suis un troubadour, dès qu'une place me plaît, je m'installe et je chante. C'est ce que j'aime, même si c'est plus difficile depuis que je suis connu.

Vous n'avez jamais pensé chanter de l'opéra ?
J'adore les théâtres à l'italienne, mais chanter Monteverdi, non merci, d'autres sont bien meilleurs que moi pour cela. De toute façon, je ne connais pas le solfège, et je résiste à la tentation de l'apprendre pour conserver ma spontanéité. Je suis sur un autre créneau.

CHÂTEAUBERNARD

M. et M^{me} Marc CORDIER,
M. et M^{me} Olivier FIRINO MARTELL,
M. et M^{me} Philippe CORDIER, ses enfants ;
Valérie et Mathieu CORDIER-BOVET,
Adeline et David CORDIER-BROWN,
Vanessa et Edouard ESCHASSERIAUX,
Ana CORDIER et Dimitri JAMAIN,
Thierry FIRINO MARTELL et Hélène,
Amaury et Amandine FIRINO MARTELL,
Xavier CORDIER, Mathieu CORDIER, ses petits-enfants ;
Emma, Jacques, Alice, Flore, Abel, ses arrière-petits-enfants,
ainsi que toute la famille, parents et amis
ont l'immense douleur de vous faire part du rappel à Dieu de

M. Pierre CORDIER.

Ses obsèques religieuses seront célébrées **vendredi 14 avril 2017, à 14 h 30,**
en l'église Saint-Antoine de Cognac, suivies de l'inhumation dans l'intimité
familiale.

M. CORDIER repose à la maison funéraire du Plassin, à Gensac-la-Pallue,
entrée n° 2, où la famille recevra des visites, le jeudi 13 avril de 15 h à 19 h.
Condoléances sur registre.

*PF Hervolt - F. Leclerc, maison funéraire du Plassin, 32, rue Balzac,
Cognac, Jarnac, Segonzac, tél. 05.45.360.360.*

Cet après-midi



Du beau soleil.

Le soleil brille généreusement, malgré la présence par moments de quelques fins nuages élevés.

Le vent de Nord à Nord-Est est faible en général, devenant modéré de nord-ouest en cours d'après-midi avec une jolie brise marine sur le bord de mer.

Judi



Vendredi



Samedi



Dimanche



Lundi



Mardi



MER

Mini / Maxi

Emploi/retraite

« Sud Ouest » a lu pour vous le programme des 11 candidats et vous en propose une synthèse en 11 thèmes au cours des deux prochaines semaines : culture, vie politique, fiscalité, emploi et retraite, justice, société, environnement, défense et sécurité, éducation, international, santé (4/11).



Marine Le Pen



- Maintien des 35 heures
- Abaissement de l'âge de départ à la retraite à 60 ans, avec 40 annuités de cotisation
- Suppression de la directive des « travailleurs détachés », qui permet à une entreprise européenne d'envoyer un employé dans un autre État membre en vue d'y fournir un service à titre temporaire.



Emmanuel Macron

En Marche!

- Création d'un système universel d'assurance chômage financé par l'impôt et piloté par l'État. Il sera ouvert aux entrepreneurs, aux agriculteurs, aux indépendants, aux professions libérales, ainsi qu'aux salariés qui démissionnent, dans la limite d'une fois tous les cinq ans
- Maintien des 35 heures
- Maintien de l'âge de départ à la retraite à 62 ans
- Au profit des départs en retraite, 120 000 postes dans la fonction publique d'État et territoriale ne seront pas remplacés.



Jean-Luc Mélenchon

La France insoumise
en 2017

- Réduction du temps de travail : une 6^e semaine de congés payés pour tous les salariés
- Augmenter immédiatement le smic net mensuel de 16 % pour le porter à 1 326 euros net pour 35 heures
- Instaurer un salaire maximum pour les dirigeants d'entreprise
- Restaurer le droit à la retraite à 60 ans à taux plein, ramener la durée de cotisation pour une retraite complète à quarante ans.



Benoît Hamon

PS

- Création du revenu universel d'existence pour ceux dont les revenus sont inférieurs à 2 200 euros net, dans une première étape
- Augmentation du smic et des minima sociaux
- Création de 500 000 emplois dans l'économie solidaire et sociale
- Maintien des 35 heures
- Maintien de l'âge de départ à la retraite à 62 ans.



François Fillon

les IR
Républicains

- Abrogation des 35 heures. Laisser chaque entreprise décider de son temps de travail par la négociation et la signature d'accords collectifs
- Fonctionnaires : suppression de 500 000 postes et passage aux 39 heures
- Relever progressivement l'âge de départ à la retraite à 65 ans.



François Asselineau

UDF
UNION DÉMOCRATIQUE
FRANÇAISE

- Développer l'actionnariat salarié qui permettra de dissuader les délocalisations et de grossir les fonds propres d'une entreprise
- Inscrire dans la Constitution le principe de la retraite par répartition et celui d'une retraite minimale. Dans le système de retraite par répartition, les cotisations, versées par les actifs au titre de l'assurance vieillesse, sont immédiatement utilisées pour payer les pensions des retraités
- Augmentation du SMIC à 1 300 euros net par mois.



Philippe Poutou

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

- Interdiction des licenciements et des suppressions de postes
- Passage aux 32 heures hebdomadaires
- Augmentation du smic à 1 700 euros net
- Hausse de tous les salaires de 300 euros
- Retraite à 60 ans.



Jacques Cheminade

SP
Solidarité
progrès

- Hausse du smic à 1 700 euros brut en deux ans
- Maintien de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans, qui ne lui « paraît pas le problème réel ».



Jean Lassalle
(Centriste)

- Déployer 12 milliards d'euros pour le recrutement de 200 000 agents pour les services publics de santé, enseignement, forces de l'ordre et justice
- Changer le mode de rémunération des agriculteurs pour rémunérer moins les volumes et plus les personnes, y compris les conjoints d'exploitants
- Élargir la négociation collective dans l'entreprise à l'équilibre vie-travail, au télétravail, aux métiers... et favoriser les accords de participation aux bénéfices.



Nicolas Dupont-Aignan

DEBOUT LA FRANCE

- Augmenter les salaires nets de 10 % sans peser sur les entreprises en diminuant les charges salariales de 30 % (mesure financée par la lutte contre la grande fraude fiscale et sociale)
- Maintien des 35 heures mais rétablissement du dispositif d'exonération des heures supplémentaires
- Maintien de l'âge légal de départ à la retraite à 62 ans et la durée de cotisations aux niveaux actuels.
- Indexer les pensions à minima sur l'inflation.



Nathalie Arthaud

lutte ouvrière

- Interdire les licenciements
- Réduire le temps de travail
- Augmenter tous les salaires de 300 euros
- Retraite à taux plein à 60 ans et 37,5 années de cotisations maximum pour en bénéficier.

« Où est l'argent ? »

COGNAC Les parents des Jeunes sapeurs-pompiers dénoncent des dysfonctionnements, notamment dans l'équipement fourni

DIDIER FAUCARD

d.faucard@sudouest.fr

Etre jeune sapeur-pompier, ce n'est pas enfiler des perles. Cela demande du temps, de l'investissement, tant pour l'apprentissage théorique que pour la préparation physique avant de pouvoir passer, au bout de quatre ans, l'examen de fin de cycle qui fait de vous un pompier volontaire. En un mot, c'est une passion.

Alors, on peut comprendre qu'il y ait de la frustration et de l'agacement quand en face, la réponse n'est pas vraiment à la hauteur. Pas dans l'encadrement et la formation distillée par les instructeurs. Plutôt dans la logistique. C'est bien sur cet aspect que des parents cognaçais ont décidé de monter au créneau et d'interpeller le Département et, tout particulièrement Jérôme Sourisseau, le président du Syndicat départemental d'incendie et de secours. « Mais Cognac (25 JSP), n'est pas le seul centre dans ce cas », indique Nathalie Bretagne, l'un de ces parents.

D'autres priorités

Elle dénonce des équipements (t-shirts, vestes...) vétustes, pas adaptés à leurs tailles car hérités de leurs aînés et qui entravent bien souvent les mouvements. « Les quatrième an-



Des Jeunes sapeurs-pompiers souvent mal équipés. PHOTO M. AMAT

nées qui présentent l'examen en mai doivent avoir un packaging complet. Or, dans celui qu'ils viennent de recevoir, les gants en cuir léger ne sont pas adaptés, les chaussures Rangers sont celles de cérémonie, pas d'opération, il n'y a pas de casque, les tricoises (outil pour ouvrir les vannes d'eau) sont cassées, il n'y a pas de sous-vêtements qui évitent que la peau soit brûlée lors de l'intervention », énumère Nathalie Bretagne. N'en jetez plus la coupe est pleine. « L'an passé, le Conseil départemental avait voté une dotation pour équiper les Jeunes sapeurs-pompiers. Qu'est-elle devenue », interroge-t-elle.

Déjà sollicité par les parents, Jérôme Sourisseau s'est fendu d'une

lettre où il évoque des problèmes d'approvisionnement. « Moi, j'ai acheté un t-shirt et un pantalon à mon fils sur le site où se fournissent les pompiers et j'ai été livrée en trois jours », rétorque Nathalie Bretagne. Le conseiller départemental évoque aussi des priorités données aux professionnels et volontaires.

Pas suffisant pour les parents, également ulcérés par le fait que le Parcours sportif prévu le week-end dernier ait été annulé, justifié par un manque d'encadrement lié à la grève. Là aussi, c'est manifestement un peu court. Attendu aujourd'hui à Cognac (à 13 h 30) par les parents, Jérôme Sourisseau va devoir beaucoup s'expliquer.

La pression monte

SEGONZAC Le personnel de l'Ehpad évoque la possibilité d'un mouvement si aucune solution n'est trouvée

Un peu plus d'une semaine. C'est le délai que le personnel de l'Ehpad Raby-Barboteau, réuni hier après-midi en assemblée générale (AG), s'est fixé pour décider s'il se lançait, ou pas, dans un mouvement et sous quelle forme. La prochaine AG est programmée vendredi 21 avril à 15 heures.

C'est donc ce calendrier que les agents veulent « imposer » au Conseil départemental pour connaître sa décision dans cet imbroglio où une société privée Philogelis et l'association Raby-Barboteau (qui a le soutien du personnel et des familles des résidents) se disputent la gestion de l'Ehpad de Segonzac, depuis la fin du mois de novembre.

« On est à bout »

Rappelons que vendredi dernier, une délégation comprenant les représentants du personnel et des familles, la directrice, le médecin coordonnateur et des membres de l'union départementale de la CGT santé avait été reçue par François Bonneau, président du Conseil départemental (lire « Sud Ouest » du 8 avril).

« Nous l'avons senti assez ouvert et même, sans vouloir préjuger, plutôt favorable à notre position », indique Benoît Maingard, représentant CGT du personnel.



L'Ehpad est toujours dans l'attente. PHOTO D. F.

François Bonneau, ayant, dans le même temps, promis une réponse rapide, avant le 22 avril. « Nous avons appris qu'au moment où nous rencontrions M. Bonneau, M^{me} Marendat était, elle, à l'Agence régionale de santé (ARS) et le président du Département doit la voir demain (aujourd'hui) ou jeudi », poursuit Benoît Maingard.

À l'Ehpad tous espèrent, en tout cas un règlement rapide et une issue favorable à ce conflit qui mine le fonctionnement de l'établissement. « On est à bout », lâche une des agents. Les arrêts maladie se multiplient et cela rejaillit forcément sur l'attention portée aux résidents. Fatigués mais déterminés, les agents entendent ne rien lâcher, tout en affirmant préférer éviter de devoir avoir recours à la grève ou un autre type de mouvement, « qui n'apporterait rien à personne ». La balle est dans le camp du Département.

D. F.

Un ancien chef de cabinet à la mairie de Cognac nommé évêque

RELIGION Le 3 avril, le Vatican a nommé Xavier Malle, 51 ans, nouvel évêque du diocèse de Gap et d'Embrun (Hautes-Alpes). Celui qui va succéder au très médiatique Mgr Di Falco était jusqu'à présent curé doyen de Chinon (Indre-et-Loire). A Cognac, Xavier Malle est surtout connu pour avoir été au début des années 90 le directeur de cabinet du maire Francis Hardy. Il sortait de Sciences Po et n'était pas encore entré dans les ordres. Il avait été remplacé à la mairie par Bertrand Sourisseau en 1994.



Dans la salle dite ouverte, le public était autorisé à assister à la compétition. PHOTO S.B.

Ils jouaient la qualification pour la Coupe de France

Sous l'œil attentif de l'arbitre régional Francis Vergnaud, les joueurs de tarot jouaient gros samedi dernier, à la salle Jean-Tardif : une place pour participer à la Coupe de France de tarot à Cavalaire-sur-Mer, en novembre. Le tournoi se déroulait en deux espaces : une « salle ouverte » accessible aux spectateurs et une « salle fermée » réservée aux quatre joueurs (l'attaquant d'une équipe, les trois défenseurs de l'autre) et l'arbitre. Chaque rencontre prévoyait quatre quart-temps de six donnes. Après un premier tour disputé à Saint-Jean-d'Angély, la configuration de la salle Jean-Tardif a permis l'organisation de la compétition à Châteaubernard pour le plus grand bonheur du club accueillant

Le 21 de Châteaubernard et son président Alain Audebert. Pablo Bretonnier (Châtelailon), Yannick Joly (Châtelailon), Jean-Marie TROCHUT (Châteaubernard) et Fabrice Versavaud (Saint-Fraigne) représenteront le comité des Charentes à la Coupe de France.

Tout n'est pas perdu pour les quatre autres équipes. « Elles tenteront à leur tour de se qualifier face aux équipes du Limousin (2) et de Poitou-Anjou (2) le samedi 20 mai prochain à La Rochefoucauld pour les deux places supplémentaires attribuées à notre zone géographique », explique le responsable des compétitions et lui-même compétiteur Jean-Noël Guay.

Sandra Balian

Budget : « Il nous faut être prudents »

L'élaboration du budget communal est une recherche d'équilibre fragile et un casse-tête pour les élus municipaux. La soirée de lundi a été consacrée au vote des taxes locales, des subventions aux associations et au budget primitif 2017. Le maire Alain Riffaud l'a rappelé : après la mise en service de l'Abaca en 2016, et face aux baisses de dotations et l'accroissement des charges, « la plus grande prudence est nécessaire sur le plan des finances de la collectivité ». Cependant, la commune a la capacité, cette année encore, de ne pas modifier le taux des taxes locales, la seule augmentation des bases étant de nature à apporter un supplément de produits de plus de 30 000€.

Mais pas de hausse des taux

Les élus unanimes ont suivi le maire et adopté pour 2017 les taux suivants : taxe d'habitation : 7,79 % ; taxe sur le foncier bâti : 13,40 % ; taxe sur le foncier non bâti : 41,05 % ; taxe d'enlèvement des ordures ménagères, 15,54 %. Il semble cependant acquis que cet état de grâce ne saurait durer, et qu'il sera nécessaire de relever ces taux à l'avenir pour ne pas puiser indûment dans les réserves. En détail, le budget se décompose comme suit : en fonc-



Le conseil municipal lors du vote du budget, lundi. PHOTO P.B.

tionnement, le budget 2017 atteint presque 4 M€ : 3 976 834, contre 3 493 000 en 2016. Plusieurs points sont à relever : les dotations d'État baissent encore : 74 249€ (102 068€ en 2013, 157 705€ en 2015) ; le FPIC, fonds de péréquation, en constante augmentation, pourrait néanmoins être moins élevé que prévu (54 104€ au lieu de 93 770€) du fait de l'Agglo Grand-Cognac ; le Sivu de l'Antenne (cantine scolaire : 163 120€) est toujours sur la sellette, son avenir devant être décidé dans les mois à venir. En investissement, la baisse est sensible : 2 222 646€ au lieu de 4 782 000€ en 2016, du fait de l'Abaca.

Pierre Barreteau

ÉGLISE SAINT-VIVIEN

PLAN DE FINANCEMENT Après une longue interruption pour travaux, l'église Saint-Vivien de Cherves a été rendue au culte à la Toussaint 2016. Alain Riffaud a communiqué le plan définitif de financement de ces travaux, récemment publié (617 807€ HT). La part restant à la charge de la commune s'élève à 2,37 %, soit 14 617€ HT. L'essentiel du financement relève de l'État-Drac, 37,47 %, du Département, 22,96 %, de Grand-Cognac, 21,32 %, de la Région, 7,85 %, et de souscription-mécénat, 8,03 %.